



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques
N°AIOT 0005502663

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 10 MARS 2026
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société CARRIÈRES LAGADEC
au lieu dit «Kerastang» sur le territoire de la commune de Saint-Renan (29)

LE PRÉFET DU FINISTÈRE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et son titre I^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement ;

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement publiée au journal officiel du 22 octobre 1986 ;

VU l'avis NOR : TECP2508395V publié au journal officiel n°0114 du 16 mai 2025 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire Bretagne adopté le 3 mars 2022 par le comité de bassin Loire-Bretagne et son programme de mesures, arrêté le 18 mars 2022 par la préfète coordonnatrice de bassin ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Bas-Léon approuvé le 18 février 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 1996 autorisant la société CARRIÈRES LAGADEC à exploiter la carrière située au lieu-dit « Kerastang » pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 144-99 A du 31 mai 1999 concernant l'obligation de garanties financières ainsi que les prescriptions applicables pour la carrière exploitée par l'entreprise LAGADEC au lieu-dit « Kerastang » en SAINT RENAN ;

VU la demande du 26 mars 2025 présentée par la société CARRIÈRES LAGADEC dont le siège social est situé 2 rue Albert Rolland 29200 BREST, à l'effet d'obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation et d'étendre le périmètre de la carrière située au lieu-dit Kerastang à Saint-Renan ;

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 27 février 2017 modifié le 8 novembre 2024 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du 23 septembre 2025 ;

VU les autres avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-33 du Code de l'environnement ;

VU les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de PLOUARZEL, LOCMARIA PLOUZANÉ et SAINT-RENAN ;

VU le rapport et les propositions en date du 9 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 10 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU l'avis en date du 6 mars 2026 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation carrières au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

VU l'absence d'observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions de la part du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande du 26 mars 2025 susvisée est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les éléments fournis par la société CARRIÈRES LAGADEC dans son dossier de demande d'autorisation environnementale du 26 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue d'assurer la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les avis des communes susvisées ;

CONSIDÉRANT l'absence d'avis dans les délais impartis des communes de GUILERS, LANRIVOARÉ, MILIZAC-GUIPRONVEL, PLOUMOGUER, PLOUZANÉ ;

CONSIDÉRANT l'avis de consultation du public par voie électronique du Préfet du Finistère relative au renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de granite et l'extension du périmètre d'exploitation sise au lieu-dit Kerastang sur le territoire de la commune de Saint-Renan ;

CONSIDÉRANT la nécessité que l'exploitant mette en œuvre un programme de contrôle périodique des dispositifs de prévention et de limitation des effets de l'exploitation sur les milieux ;

CONSIDÉRANT la nécessité que l'exploitant mette en œuvre un programme d'auto-surveillance pour mesurer les effets de l'exploitation sur les milieux ;

CONSIDÉRANT en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation mentionnées dans les dossiers du 26 mars 2025 complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3, L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CARRIÈRES LAGADEC dont le siège social est situé 2 rue Albert Rolland 29200 BREST est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des dispositions décrites dans le dossier du 26 mars 2025 susvisé, à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granite sur le territoire de la commune de SAINT-RENAN, au lieu-dit KERASTANG.

La présente autorisation unique tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.

1.1.2 Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant le fonctionnement des installations sont maintenues, modifiées ou supprimées dans les conditions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles conservés	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées
Arrêté préfectoral du 27 mars 1996	Article 1, alinéa 1 Autorisant l'exploitation	Articles 1.1 à 12 : supprimés

1.1.3 Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Nature des activités	Éléments caractéristiques	Régime administratif (*)
2510.1	Exploitation de carrières. Extraction de granite.	Production moyenne : 150 000 t/an Production maximale : 350 000 t/an	A
2515.1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Unité mobile de traitement (jusqu'à T+20 ans) : 780 kW Installation fixe de traitement (à partir de T+20 ans) : 900 kW Groupe mobile pour le recyclage des matériaux inertes : 780 kW Puissance maximale (jusqu'à T+20 ans) : 1560 kW Puissance maximale (à partir de T+20 ans) : 1 680 kW	E
2517.1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	Superficie de l'aire de transit : 25 000 m ² (2 ha en fouille et 5 000 m ² sur la nouvelle plateforme)	E

(*) A : autorisation ; E : enregistrement

1.1.4 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Activité	Volume autorisé	Régime (*)
2.1.5.0-1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha.	41,71 ha	A
3.2.3.0-1°	Plans d'eau permanents ou non Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.	14,3 ha	A

1.1.5 Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Numéro parcelle	Lieu-dit	Extension Renouvellement	Superficie en m ²	Emprise du projet sur la parcelle en m ²
SAINT-RENAN	A	358	Kerastang	Extension	13 886	7540
		359	Kerastang	Extension	18 254	18254
		360	Kerastang	Extension	6 860	6510
		367	Kerastang	Extension	12 629	12629
		505	Ty Ruz	Extension	3 176	3176
		506	Ty Ruz	Extension	12 376	12376
		514	Ty Ruz	Extension	15 008	15008
		515	Ty Ruz	Extension	888	888

Commune	Section	Numéro parcelle	Lieu-dit	Extension Renouvellement	Superficie en m²	Emprise du projet sur la parcelle en m²
		517	Ty Ruz	Renouvellement	5 797	5797
		518	Ty Ruz	Renouvellement	1 350	1350
		520	Ty Ruz	Renouvellement	23 176	23176
		521	Pont de l'Hopital	Renouvellement	47 394	47394
		522	Pont de l'Hopital	Renouvellement	18 348	18348
		524	Kerastang	Renouvellement	5 442	5442
		525	Kerastang	Renouvellement	6 004	6004
		526	Kerastang	Renouvellement	2 910	2910
		527	Kerastang	Renouvellement	14 760	14760
		528	Kerastang	Renouvellement	5 619	5619
		529	Kerastang	Renouvellement	15 420	15420
		532	Pont de l'Hopital	Extension	12 446	12446
		542	Pont de l'Hopital	Extension	23 047	23047
		543	Kerastang	Renouvellement	16 760	16760
		544	Kerastang	Extension	9 164	9164
		554	Kerastang	Renouvellement	17 470	17470
		768	Pont de l'Hopital	Renouvellement	15 460	15460
		769	Pont de l'Hopital	Renouvellement	10 863	10863
		770	Pont de l'Hopital	Renouvellement	15 980	15980
		771	Pont de l'Hopital	Renouvellement	11 872	11872
		986	Ty Ruz	Extension	320	320
		987	Ty Ruz	Extension	12 507	12507
		988	Ty Ruz	Extension	162	162
		989	Ty Ruz	Extension	132	132
		990	Ty Ruz	Extension	1 056	1056
		1589	Ty Ruz	Extension	890	890
		1591	Ty Ruz	Renouvellement	14 595	14595
		1624	Kerastang	Renouvellement	17 728	17728
		1625	Kerastang	Renouvellement	12 091	12091
		Chemin communal		Extension	1 052	1052
Superficie totale (m²)					422 892	416 196

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est titulaire.

1.1.6 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale du 26 mars 2025 susvisé, pour autant qu'ils ne soient pas contraires aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

1.1.7 Phasage d'exploitation

Les plans de phasage d'exploitation sont portés en annexe 2 du présent arrêté.

1.2 DURÉE DE L'AUTORISATION

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

1.3 CESSATION D'ACTIVITÉ – REMISE EN ÉTAT

L'usage futur des parcelles mentionnées à l'article 1.1.4 à l'échéance de la remise en état doit être conforme au plan de l'annexe 3 du présent arrêté.

Toute modification des conditions de remise en état nécessite une évaluation de l'incidence de cette modification sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant effectue l'ensemble des opérations administratives et techniques définies par l'article R. 512-75 du Code de l'environnement, dans le respect des dispositions des articles R. 512-39-1 à 512-39-5 dudit Code.

1.4 GARANTIES FINANCIÈRES

1.4.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.3.

1.4.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état prévues par la législation des installations classées.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation et pour la durée de remise en état du site. Leur montant en fonction de la période est de :

Phase d'exploitation	Montant TTC en €
Phase 1	796 478,48 €
Phase 2	836 875,26 €
Phase 3	950 615,98 €
Phase 4	955 326,16 €
Phase 5	951 951,31€
Phase 6	1 063 222,44 €

1.4.3 Établissement des garanties financières

Le bénéficiaire de l'autorisation adresse au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté, le document attestant la constitution de la garantie financière pour le montant mentionné pour la première période quinquennale figurant dans le tableau de l'article 1.4.2.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être prononcées, l'absence de garanties financières, constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

1.4.4 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance de la période d'exploitation en cours le document attestant du renouvellement des garanties financières pour la période d'exploitation suivantes dans les formes prescrites par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé.

1.4.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS – OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.2 CONDUITE D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

2.2.1 Principes et caractéristiques

2.2.1.1 Conditions d'exploitation

La quantité totale maximale des matériaux extraite est fixée à 350 000 t/an.

La cote maximale en fond de fouille est fixée à – 38 m NGF.

La localisation des banquettes et des fronts de taille, ainsi que leurs caractéristiques dimensionnelles respectent les valeurs spécifiées à l'annexe 2.

Les opérations de découverte se font progressivement dans le respect des plans de phasages d'exploitation mentionnés dans les dossiers du 26 mars 2025 susvisé.

2.2.1.2 Suivi d'exploitation

L'exploitant établit un plan topographique chaque année permettant notamment de localiser les zones :

- de stockage (temporaires ou définitives) de déchets inertes ;
- de remblais correspondant aux données figurant sur le registre de consignation des entrants.

2.2.1.3 Activité de transit

L'activité de transit de matériaux est exercée sur une superficie maximale de 25 000 m².

L'aire de transit est matérialisée et repérée sur les plans d'exploitation.

L'exploitant est autorisé à recevoir des matériaux inertes dans la limite de 70 000 t/an.

2.2.1.4 Activité de recyclage

L'accueil et le traitement de déchets inertes extérieurs pour recyclage est dans la limite à 50 000 t/an.

2.2.1.5 Suivi écologique

Avant la troisième année d'exploitation, l'exploitant met en œuvre un suivi de l'ICPE visant à étudier l'impact des activités sur les espèces en présence dans le périmètre de l'établissement. Cette étude devra statuer sur la nécessité d'une demande de dérogation à la protection des espèces protégées

pour les phases suivantes et sur l'efficacité des mesures Éviter, Réduire et Compenser (ERC) visées à l'article 2.3.5. Le suivi susmentionné est reconduit à une fréquence quinquennale.

2.2.2 Modalités de fonctionnement

Les activités d'extraction des matériaux, de foration, de comblement des vides de fouilles, de concassage et de criblage sont réalisées du lundi au vendredi de 7h à 18h du lundi au vendredi et exceptionnellement jusqu'à 21h et certains samedis (pas plus de 5 fois par an).

En cas de vente directe des matériaux, la surface affectée à l'activité est localisée dans une zone spécifique du site d'exploitation, hors du périmètre d'extraction, et exclusivement à destination de professionnels.

2.3 AMÉNAGEMENTS PARTICULIERS

2.3.1 Principes et caractéristiques

L'exploitant met en place, sur chacune des voies d'accès à l'établissement et en limite de propriété de manière à ce qu'au moins deux soient visibles en tout point de la périphérie, des panneaux indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- ses coordonnées en cas d'incident ou d'accident,
- la référence et la date du présent arrêté d'autorisation,
- la nature des activités exercées,
- les dangers que représente l'exploitation des installations.
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

2.3.2 Bornage

Le périmètre de la zone d'extraction est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de cette zone. **Ces bornes sont mises en place dès la notification du présent arrêté** et demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.).

2.3.3 Clôture et accès

L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture solide et efficace, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Les accès et passages sont équipés de barrières ou de portails verrouillables.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est encadré et surveillé. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas libre accès aux installations.

2.3.4 Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

L'exploitant dispose des plans en coupe et des justificatifs de la stabilité des terrains pour chaque côte d'extraction. Il contrôle périodiquement le respect des distances d'éloignement des emprises foncières susceptibles d'être affectées par ses activités.

2.3.5 Aménagement pour la préservation de la biodiversité

Des bassins favorables à la colonisation par les amphibiens sont aménagés.

L'entretien des points d'eau (mare, bassin, étang) est réalisé hors période de reproduction.

Un habitat de nidification alternatif pour la Chouette effraie sera aménagé et repéré sur un plan.

Les merlons périphériques recevront des aménagements paysagers et écologiques.

Le risque d'introduction d'espèces exotiques envahissantes sera maîtrisé.

2.4 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation depuis la création de l'installation,
- les plans tenus à jour dont le plan topographique prescrit à l'article 2.2.1.2,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration,
- les arrêtés préfectoraux et les prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres prescrits par le présent arrêté ; Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à la cessation définitive d'activités.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées dans l'établissement.

2.5 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

2.5.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance des émissions et de leurs effets sur l'environnement dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et des effets sur l'environnement mesurés.

Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées dans l'établissement. Il contient a minima les informations relatives à la nature des contrôles réalisés, leurs fréquences de réalisation, les moyens techniques et humains nécessaires à leurs accomplissements, les critères ou valeurs limites à respecter, et la conduite à tenir en cas de dépassement ou non-respect d'un critère ou valeur limite.

2.5.2 Mesures comparatives

L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives des rejets une fois par an, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

L'analyse comparative, accompagné des commentaires de l'exploitant, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

2.5.3 Analyse et transmission de l'auto surveillance

Les résultats des contrôles sont exploités et interprétés. Le cas échéant l'exploitant prend les actions curatives, correctives et préventives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou mettent en évidence un écart aux valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En cas d'écart, il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats commentés de l'auto surveillance des eaux de surface sont renseignés dans l'application Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente, au plus tard le dernier jour du mois qui suit la mesure.

2.6 BILAN ENVIRONNEMENTAL

L'exploitant élabore un bilan environnemental comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Ce bilan est transmis au plus tard le 31 mars de l'année suivante :

- au préfet,
- à l'inspection de l'environnement, en charge des installations classées,
- aux maires des communes de GUILERS, LANRIVOARÉ, LOCMARIA-POUZANÉ, MILIZAC-GUIPRONVEL, PLOUARZEL, PLOUMOGUER, , PLOUZANÉ et SAINT-RENAN,

- aux membres du bureau de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bas-Léon.

3 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

3.1 DISPOSITIONS POUR PRÉVENIR ET LIMITER LES ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières, notamment :

- les voies de circulations et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et convenablement nettoyées, arrosées en période sèche,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée,
- les véhicules sortant de l'établissement n'entraînent pas de dépôt de boues ou de poussières sur la voirie publique. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules, l'humidification des chargements ou le bâchage des bennes sont mises en œuvre.

Les convoyeurs susceptibles d'être sources d'émissions de poussières sont équipés de dispositifs permettant de limiter ces émissions.

3.2 CAMPAGNE DE MESURE DE RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Une campagne de mesure de retombées de poussières est effectuée chaque semestre dans des conditions représentatives de l'exploitation des installations à leurs capacités nominales.

L'exploitant positionne les équipements de prélèvement aux endroits où les dépôts sont réputés les plus importants.

La localisation des points de prélèvements est justifiée et reportée sur le plan général des installations.

4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux mentionnés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'installation respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Bas-Léon susvisé.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU À USAGE INDUSTRIEL

Sans objet.

4.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.2.1 Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont identifiées sur le plan des réseaux mentionnés à l'article 4.2.3 :

- les eaux pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées vers le bassin de décantation avant rejet.

Le débit maximal de rejet est limité par conception à 100 m³/h. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de la conception retenue.

4.2.2 Caractéristiques du point de rejet

Le point de rejet présente les caractéristiques suivantes :

Phase d'exploitation	Caractéristiques
Coordonnées (Lambert 93)	X : 135181,36 Y : 6840173,66 Z : 58.86 m
Nature des effluents	eaux d'exhaure
Exutoire du rejet	Fossé
Milieu naturel récepteur	Ruisseau Pont de l'Hôpital, affluent de l'Aber Ildut
Débit horaire maximum	100 m ³ /h

La canalisation de rejet est équipée d'un dispositif de mesure en continu de la température, du pH et du volume des eaux rejetées.

Les opérations de pompage doivent être réalisées en s'assurant que tout évènement pluvieux décennal ne génère pas de rejet dans le milieu récepteur des eaux d'exhaure présentes dans le dernier bassin de décantation, en absence de personnel.

À défaut, tout rejet ne respectant pas le pH prescrit à l'article 4.4.1 entraîne l'interruption immédiate du rejet.

4.2.3 Plan de gestion des eaux pluviales et les eaux d'exhaure

Un plan du circuit des eaux de ruissellement est établi et tenu à jour par l'exploitant.

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ce plan fait apparaître :

- le sens d'écoulement des eaux pluviales,
- les bassins de collecte,
- le point de rejet,
- le milieu récepteur,
- les dispositifs d'obturation et de mesures.

4.2.4 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est mis en place un point de prélèvement d'échantillons sur 24 heures et des points de mesure réalisés conformément aux méthodes normalisées de référence fixées par l'avis du 16 mai 2025 susvisé.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, ont libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution et nuisances.

Le ravitaillement en carburant et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une « plate-forme engins » étanche dimensionnée pour contenir les éventuels effluents déversés en cas d'incident ou d'accident. À défaut, toute opération susceptible d'être à l'origine d'un déversement de substances polluantes est réalisée sur une surface étanche associée à une rétention permettant le confinement de ces substances.

4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU REJET

4.4.1 Valeur limite d'émission pour les rejets en milieu naturel

Les eaux rejetées dans le réseau pluvial respectent les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée :

pH	compris entre 5,5 et 8,5
Température	inférieure à 30 °C
MEST (1)	Concentration inférieure à 25 mg/l
DCO (2)	Concentration inférieure à 65 mg/l
Hydrocarbures Totaux (HCT)	Concentration inférieure à 5 mg/l
Fer (Fe) + Aluminium (Al)	Concentration inférieure à 5 mg/l
Arsenic (As)	Concentration inférieure à 100 µg/l
Cadmium (Cd)	Concentration inférieure à 5 µg/l
Chrome (Cr)	Concentration inférieure à 5 µg/l
Cuivre (Cu)	Concentration inférieure à 0,150 mg/l
Mercure (Hg)	Concentration inférieure à 1 µg/l
Nickel (Ni)	Concentration inférieure à 20 µg/l
Plomb (Pb)	Concentration inférieure à 50 µg/l
Zinc (Zn)	Concentration inférieure à 5 mg/l
Conductivité	

(1) MEST : Matières En Suspension Totale.

(2) DCO : Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté.

Les prélèvements et analyses sont effectués conformément aux normes en vigueur.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

Les mesures sont réalisées impérativement au plus près du point de rejet dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

4.4.2 Fréquence d'analyses

Le contrôle de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel est réalisé :

- **tous les 3 mois**, pour les paramètres suivants : pH, Température, MEST, DCO, Hydrocarbures Totaux (HCT), Fer (Fe) + Aluminium (Al) ;
- **deux fois par an la première année d'exploitation et 1 fois par an les années suivantes en période estivale**, pour les paramètres suivants : Arsenic (As), Cadmium (Cd), Chrome (Cr), Cuivre (Cu), Mercure (Hg), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Zinc (Zn) et conductivité.

Après 4 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant peut solliciter un allègement de la fréquence d'analyses des eaux rejetées. Dans cette éventualité, il élabore le dossier justification des évolutions des concentrations mesurées au rejet.

La demande de modification de cette fréquence d'analyses est transmise au Préfet et à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Le contrôle de la modification de couleur est réalisé une fois par an.

4.4.3 Surveillance des eaux souterraines

4.4.3.1 Conditions d'exploitation

L'exploitant met en place une surveillance en amont et en aval de son exploitation, en réalisant des prélèvements afin d'assurer le contrôle de la qualité des eaux souterraines et de son évolution.

Le réseau de surveillance est constitué de forages voisins existants situés en amont et aval de l'exploitation.

En cas d'impossibilité de prélèvement dans les forages voisins existants, 2 piézomètres seront implantés de manière à permettre une mesure de la qualité des eaux souterraines à l'amont hydraulique de l'établissement, au point sommital de son emprise, et à l'aval hydraulique de l'emprise.

Le plan d'implantation des piézomètres est transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de réalisation des ouvrages.

Le résultat des analyses est transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les paramètres à contrôler relèvent de l'article 4.4.3.5.

4.4.3.2 Implantation des ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines

En cas de réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Pour cela, la réalisation des forages se fait dans les règles de l'art et sont conçus, réalisés et nivelés selon les règles de l'art.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque des Sous-Sol auprès du service géologique régional du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM).

4.4.3.3 Modification des ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines

En cas de modification de la conception ou de l'emplacement d'un piézomètre, le nouvel ouvrage est implanté à proximité de l'ouvrage remplacé de manière à permettre l'interprétation des mesures présentées dans le rapport semestriel. Toute modification du plan d'implantation des piézomètres mentionné à l'article 4.4.3.1. fait l'objet d'une information de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées. La mise à jour du plan de localisation des ouvrages est réalisée et transmise à l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour le comblement de l'ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines, notamment selon les règles de l'art, conformément à la norme NF X10-999 du 30 août 2014 ou équivalent.

4.4.3.4 Modalités de réalisation de la surveillance des eaux souterraines

Des prélèvements des eaux souterraines sont réalisés deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux.

À chaque prélèvement l'exploitant relève le niveau piézométrique et procède aux analyses d'eau de la nappe sous-jacente.

Une première campagne d'analyse est réalisée dès la mise en place du réseau de surveillance mentionné à l'article 4.4.3.1.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de deux mois, après réalisation des prélèvements.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant informe l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

4.4.3.5 Paramètres contrôlés

L'analyse de la qualité des eaux souterraines prélevées dans chaque piézomètre porte sur les paramètres suivants :

Paramètres	Code SANDRE
pH	1302
Profondeur du niveau piézométrique	1689
Conductivité	
Hydrocarbures Totaux	7009

Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	7484
BTEX	
Benzène	1114
Toluène	1278
Éthylbenzène	1497
Xylène	1780
Arsénic	1369
Chrome + cuivre + nickel + zinc	1389 (Cr) + 1392 (Cu) + 1386 (Ni) + 1383 (Zn)

Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de prélèvement des eaux souterraines.

4.4.3.6. Méthodes de prélèvement et d'analyse

Les prélèvements (incluant le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans la cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur, lorsqu'elles existent (limites de qualité des eaux brutes de toutes origines utilisées pour la production d'eau potable, norme de potabilité, valeurs-seuil de qualités fixées par le SDAGE, ...).

Les rapports d'analyses précisent notamment :

- les méthodes analytiques retenues ;
- les limites de quantifications associées à chaque paramètre ;
- les incertitudes des méthodes analytiques retenues.

4.4.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles sont évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

5 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

5.1 NIVEAUX ACOUSTIQUES

5.1.1 Valeurs Limite d'Émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 21h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 21h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	0 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	0 dB(A)

Les points de mesure (zones à émergence réglementée), définis sur le plan en annexe 4 du présent arrêté, sont les suivants :

Station	Type de station	Lieu dit
1	ZER	Habitation au lieu-dit « Kerastang », au Nord-ouest du site
2	ZER	Habitation au lieu-dit « Pont de l'hôpital », au Sud-Ouest du site
3	ZER	Habitation rue Keryunan, au Sud-est du site
4	ZER	Habitation route Quilimerrien, au Sud-est du site
5	ZER	Habitation au lieu-dit « Kerveline », au Nord-est du site

5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites de propriété

Les niveaux limites de bruit dues ne dépassent pas en limite de propriété de l'établissement, les valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après.

Les points de mesure (limite de propriété), définis sur le plan en annexe 4 du présent arrêté, sont les suivants :

Points	Niveau limite de bruit
1	58,5 dB
2	59,5 dB
3	70 dB
4	70 dB
5	70 dB

5.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la première campagne d'extraction, de concassage et de criblage, matériels (concasseur, cribleur, chargeur, camion) en fonctionnement, ou à défaut 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur les zones d'exploitation les plus proches des habitations voisines, puis tous les 3 ans durant une période d'extraction en cours.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie dans l'annexe I de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet et à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

5.2 VIBRATIONS

Les tirs de mines ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3 / 8

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 susvisée s'appliquent. Il est procédé à une mesure à chaque tir de mine au droit de l'habitation du riverain le plus concerné. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 susvisée.

6 – PRÉVENTION DES RISQUES

6.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Ces dispositions visent les situations de fonctionnement normal d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Ces dispositions sont décrites et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place l'organisation requise pour identifier, corriger et traiter tout écart éventuel à ces dispositions. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents de traçabilité du traitement de ces écarts.

6.2 RISQUES

6.2.1 Tirs de mine

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles lors des tirs de mine pour assurer la sécurité et l'information du public.

Une information du maire et des riverains est réalisée au minimum dans les 24 heures précédant le tir de mine.

Pour tous les tirs effectués dans la carrière, l'exploitant s'assure qu'aucune personne n'est présente dans les secteurs susceptibles d'être atteints par des projections de pierre. Ces secteurs sont définis par l'exploitant et sous sa responsabilité, dans le respect des mesures de maîtrise des risques définies dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale du 26 mars 2025 susvisé.

6.2.2 Intervention des services de secours

6.2.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès aux services d'incendie et de secours.

Cet accès relie la voie de desserte ou publique à l'intérieur du site. Il est dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

6.2.2.2 Ressource en eau d'extinction

Le site est équipé de bassins faisant office de réserve d'eau incendie d'une capacité supérieure à 120 m³.

Les moyens de raccordement de ces bassins aux moyens de l'exploitant et du service départemental d'incendie et de secours sont conformes aux exigences formulées par ce service (prise d'eau équipée de crépine, panneautage indicatif).

6.2.3 Dispositif de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

6.2.4 Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Des produits absorbants sont disponibles dans l'établissement. Leurs localisations sont repérées sur le plan de l'installation.

L'exploitant établit et tient à jour les consignes relatives :

- aux opérations de ravitaillement des engins en carburants
- aux conduites à tenir en cas de déversement avéré.

En cas de situation d'exploitation susceptible d'être à l'origine d'une pollution, le rejet des eaux est interrompu.

7 – GESTION DES DÉCHETS

7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

Les déchets résultant de l'industrie extractive sont gérés conformément au plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière figurant dans le dossier de demande établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières.

Le plan de gestion fait l'objet d'une révision tous les cinq ans ou dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle son contenu. Il est transmis au préfet.

7.2 ACCUEIL DES DÉCHETS INERTES EN PROVENANCE DE L'EXTÉRIEUR

L'exploitant est autorisé à accueillir des déchets inertes provenant de l'extérieur à hauteur de 70 000 t/an, pour un total de 280 000 m³ sur 30 ans.

L'accueil des déchets inertes en provenance de tiers s'effectue dans le respect des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et des annexes I à II, des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

8.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de RENNES :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

8.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SAINT-RENAN et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-RENAN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : GUILERS, LANRIVOARÉ, LOCMARIA-PLOUZANÉ, MILIZAC-GUIPRONVEL, PLOUARZEL, PLOUMOGUER, , PLOUZANÉ et SAINT-RENAN ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale d'un mois.

8.3 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de QUIMPER, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRES LAGADEC et dont une copie sera adressée au maire de SAINT-RENAN.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire Général,

Rémi RECIO



**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
autorisant l'exploitation d'une carrière de granite
par la société CARRIÈRES LAGADEC au lieu dit « Kerastang »
sur le territoire de la commune de Saint-Renan (29)**

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : configuration actuelle et extension projetée

ANNEXE 2 : plans de phasage de l'exploitation

ANNEXE 3 : plan de remise en état du site

ANNEXE 4 : points de mesure des émissions sonores et des retombées de poussières

ANNEXE 2 : plans de phasage de l'exploitation

PHASE 1

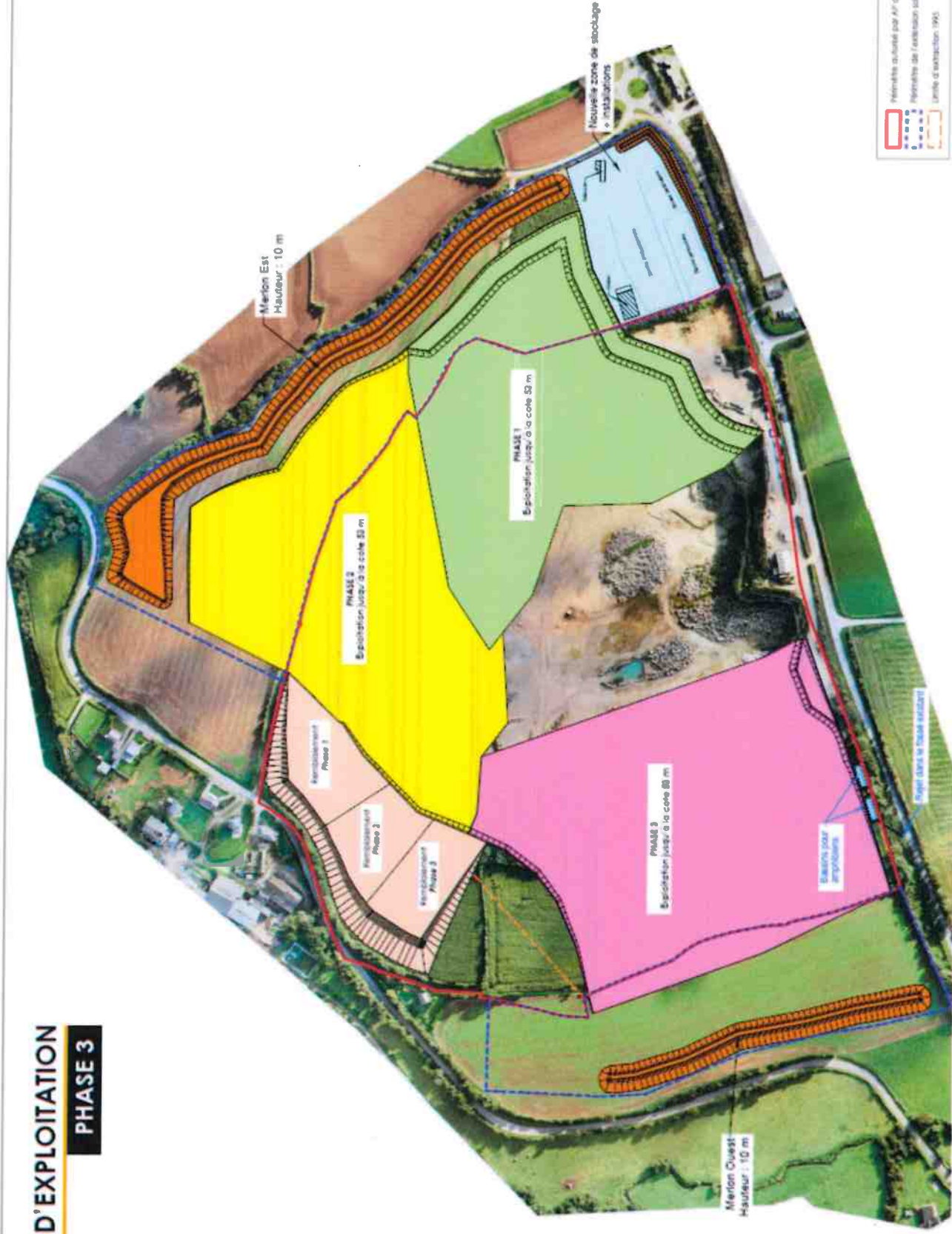


PLAN D'EXPLOITATION PHASE 2

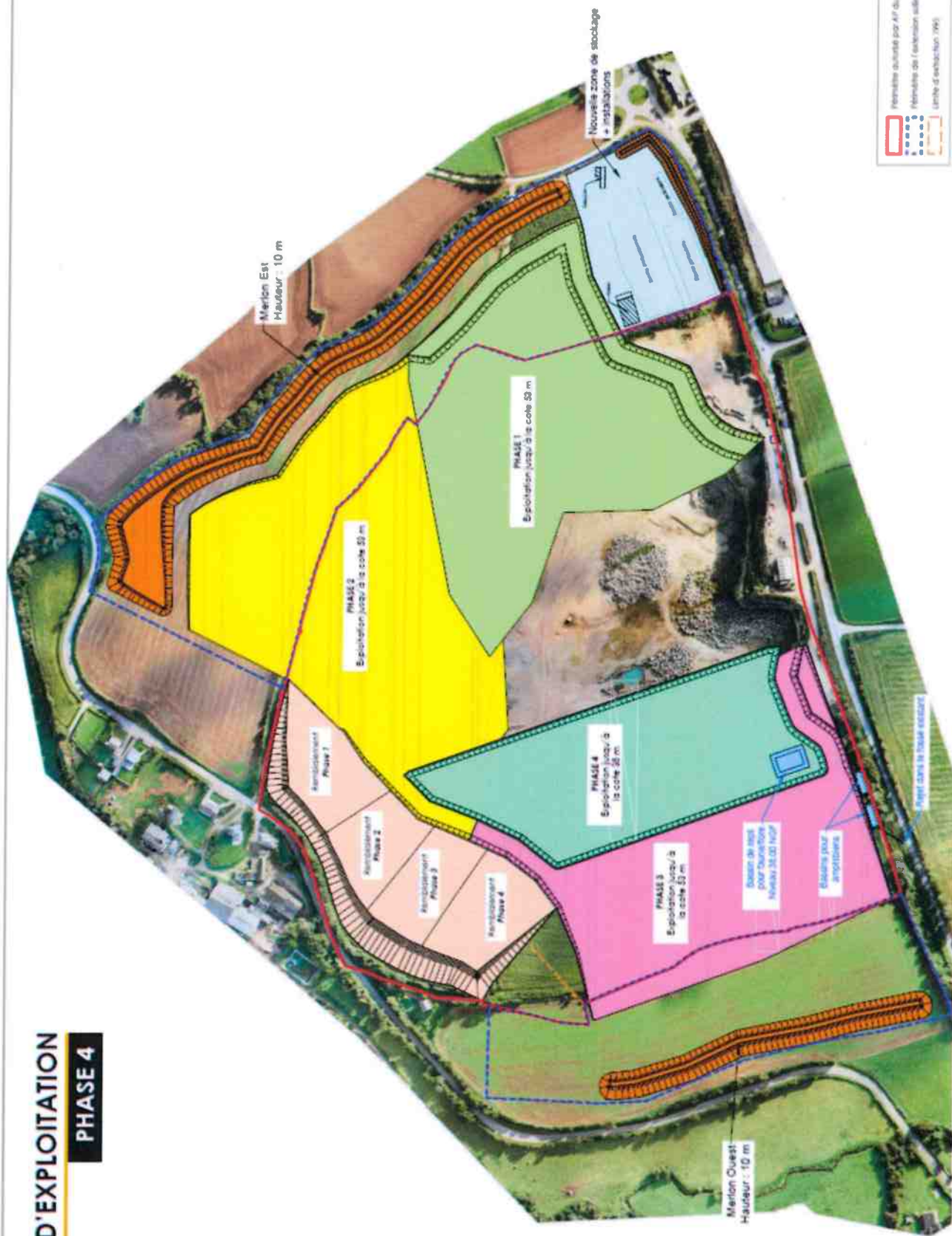


PLAN D'EXPLOITATION

PHASE 3



PLAN D'EXPLOITATION PHASE 4



PLAN D'EXPLOITATION PHASE 5



PHASE 6



ANNEXE 4 : **Points de mesure des émissions sonores**



Postes de mesures des retombées de poussières



Localisation des joutes



Témoin